

Monique Chemillier-Gendreau a publié dans *Le Monde* daté du 25 mai 2022 une tribune que le quotidien nous a autorisés à reproduire. On reconnaîtra là, actualisé, l'authentique projet politique mondial qu'elle défend de longue date, notamment dans notre espace commun de réflexion qu'est *Diasporiques*.

Le temps est venu d'imaginer une nouvelle organisation mondiale pour garantir la paix et la liberté des peuples

Monique Chemillier-Gendreau

Monique Chemillier-Gendreau est professeur émérite de droit public et de science politique.

Henri Guaino (ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République), dans une tribune publiée dans *Le Figaro* du 13 mai 2022, a souligné comment la dynamique de la guerre en Ukraine risque de nous amener à un point de violence et de barbarie devant lequel nous ne pourrions plus que murmurer timidement : « Nous n'avons pas voulu cela ». Nous sommes en effet devant une contradiction insurmontable : soit amplifier l'aide militaire à l'Ukraine et entrer en situation de cobelligérance menant à un affrontement généralisé, soit laisser ce pays martyr dans le pourrissement d'une guerre et d'une occupation de son territoire qui peuvent s'éterniser.

Dans tous les cas le coût environnemental est incommensurable, avec les émissions de CO₂ dégagées par les opérations militaires et les conséquences à venir du rebond des industries d'armement déclenché par ce conflit. L'effort budgétaire des pays engagés dans cette course amputera d'autant les dépenses sociales attendues. Le commerce mondial est désorganisé aux dépens des personnes les plus vulnérables. Enfin, la dialectique ami/ennemi va cristalliser les haines ouvrant la voie aux mémoires meurtries et aux désirs de revanche. Mais sommes-nous vraiment enfermés dans ce dilemme sans porte de sortie ? Non, car il faut, en même temps que l'on recherche la victoire, penser à un avenir possible demain

avec l'ennemi d'aujourd'hui. Dans cet esprit, s'il faut accepter l'Ukraine au sein de l'Union européenne car rien ne s'oppose à ce que ce peuple rejoigne ceux qui ont uni leur destin dans une Europe politique, il n'en va pas de même pour l'élargissement de l'OTAN. Accepter que l'Ukraine, la Suède et la Finlande intègrent cette alliance militaire n'est pas la voie permettant d'assurer la sécurité de ces pays. Pour répondre à leur juste souci de sécurité, il faut étendre le principe de neutralité au cœur de l'Europe en une sorte d'arc de neutralité. Mais la neutralité est fragile, aussi doit-elle être garantie par les instances internationales mondiales.

C'est là que vient le plus difficile en raison de l'effacement de l'Organisation des Nations Unies. Celle-ci ne tient plus son rôle de tiers impartial entre les États, de manière à éviter qu'un conflit ne serve d'étincelle à une nouvelle déflagration planétaire. L'échec se décline à travers le privilège exorbitant accordé à cinq membres qui peuvent paralyser le système pour la défense de leurs propres intérêts, l'impossibilité en résultant pour le Conseil de sécurité de jouer son rôle de juge de paix, le renoncement du monde entier au désarmement pourtant mis à la charge du Conseil de sécurité par l'article 26 de la Charte, la non constitution des forces internationales collectives en cas de nécessaire intervention au nom de la communauté, le mélange des genres impardonnable avec certaines interventions de l'Organisation des Nations Unies confiées à l'OTAN, l'infidélité des pays occidentaux aux valeurs défendues en théorie, et, à partir de là, le discrédit grandissant



de l'Organisation aux yeux des peuples du monde. Mais le texte de la Charte bloque toute réforme démocratique de l'ONU, puisqu'il faut l'accord des cinq membres permanents, lesquels ne sont d'accord que sur le maintien de leur statut privilégié. Et il semblait jusqu'en ce début de 2022, que nous n'avions plus qu'à réfléchir abstraitement à ce que pourraient être de nouvelles institutions de la communauté mondiale afin d'être prêts si une nouvelle catastrophe entraînait l'ONU dans les poubelles de l'histoire¹.

ÉLIMINER LES RISQUES DE DOMINATION

Les événements en cours, en nous rapprochant de la possibilité de la catastrophe changent les perspectives. Les peuples qui composent la majorité du monde ont pris récemment une initiative audacieuse (Résolution A/Res/76/262 de l'Assemblée générale) en exigeant d'exercer

¹ *Pour un Conseil mondial de la Résistance*, Monique Chemillier-Gendreau, Éd. Textuel, Paris, 2020.

leur contrôle sur l'usage du veto par la tenue d'un débat à l'Assemblée générale après chaque usage de ce privilège. Il y a là un premier pas dans le refus de la domination que les cinq États vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale avaient conservée à leur profit. Or là est bien la question centrale du monde à venir, celle de l'élimination des risques de domination. Le temps est donc venu pour tous les peuples et tous les acteurs de la société civile d'imaginer une nouvelle organisation mondiale des peuples qui leur garantirait de vivre en paix et en liberté. Cela ne veut pas dire seulement de vivre sans l'effroi de la guerre, mais aussi de bénéficier d'une vie juste et bonne. Il faut pour cela la certitude qu'un tiers impartial tranchera les différends avant qu'ils ne s'enveniment, en même temps que doit s'ouvrir la perspective d'une sortie du capitalisme militarisé qui domine actuellement le monde. Si un projet élaboré dans ce sens prenait forme (et diverses initiatives ont produit des dossiers qui peuvent servir de base à la réflexion), alors il faudrait défier les cinq membres permanents de renoncer à leur droit de veto à l'occasion de son adoption. Cette minute de vérité mettrait les États-Unis devant l'obligation de renoncer à leur position hégémonique, elle contraindrait la France et le Royaume-Uni à cultiver leur aura à partir des valeurs humanistes et démocratiques qu'elles ont produites dans l'histoire mais qu'elles n'ont cessé de brouiller par des politiques de puissance, la Russie y trouverait la garantie d'être respectée, mais au prix du renoncement à ses rêves de reconstitution d'Empire, et la Chine devrait cesser les manœuvres insidieuses qu'elle mène

depuis des années pour prendre le contrôle du système institutionnel international. Défiant ces pays dominants à se situer dans la communauté des peuples à égalité avec tous les autres, cette démarche permettrait que se lève un jour nouveau sur une humanité écrasée par les périls. Cela n'est pas à l'ordre du jour ? Il dépend de nous de l'y mettre. ☉